

LISTE DES PIECES PROCEDURE
DU PLU DE SAINT NAZAIRE LE DESERT

N° PIECE	DESCRIPTION DES PIECES
PIECE 1	Délibération de prescription de la révision du PLU – 20/09/2010
PIECE 2	Compte-rendu du débat sur le PADD en Conseil Municipal – 13/06/2016
PIECE 3	Délibération du transfert de compétence planification à la CCD – 28/07/2017
PIECE 4	Délibération d’avis et demande d’arrêt du PLU – 15/04/2019
PIECE 5	Délibération CCD du bilan de la concertation et d’arrêt du PLU – 30/04/2019
PIECE 6	Délibération CCD approbation du PLU – 05/02/2020

DATE EXECUTOIRE DU PLU : 03/07/2020

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DROME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE
SAINT NAZAIRE LE DESERT

Séance du 20 septembre 2010

Nombres de membres		
Différents		Qui ont pris
Conseil	En exercice	part à la
municipal		Délibération
11	11	11
13/09/2010		
Date d'affichage		
Objet de la délibération		

L'an deux mil dix et le vingt septembre,

A vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Daniel FERNANDEZ, Maire.

PRESENTS :

Mesdames, Messieurs Gérard BERTRAND, Georges BONNARD, René BORNE, Isabelle FREYSS, Philippe GENTHON, Claude LAUDET, Isabelle MAGNAN, Martine MEGE, Marie-Hélène RAVAUTE, Nicole UGHETTO.

Prescription de la
révision d'un plan
local d'urbanisme

Madame Martine MEGE a été nommée secrétaire

Monsieur le Maire expose que la révision de l'ancien POS en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) est rendue nécessaire en raison de la non-conformité de celui-ci.

Considérant que le POS a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 21/02/1977.

- qu'il y a lieu de mettre en révision le nouveau plan local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux articles R 123.1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- qu'il y aura lieu éventuellement de déterminer l'association des personnes publiques de l'Etat à l'élaboration de la révision du plan local d'urbanisme, conformément à l'article L 123.7 du code de l'urbanisme ;
- qu'il y a lieu conformément à l'article L 300.2 du code de l'urbanisme de préciser les modalités de concertation.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

1 - de prescrire la révision du PLU sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L 123.6 à L 123.12 du code de l'urbanisme.

2 - de lancer la concertation préalable avec les modalités suivantes :

- article dans la presse, réunions avec le public, affichage dans les lieux publics, dossier mis à disposition à la mairie, permanences en mairie avec Mr le Maire ou les adjoints.

Cette concertation se déroulera jusqu'à l'arrêt du projet de PLU à l'issu duquel le conseil municipal en tirera le bilan par la même délibération

3 - qu'un débat aura lieu au sein du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable conformément aux articles L 123.9 et L 123.1 au plus tard deux mois avant l'examen du projet de PLU.

4 - de demander, conformément à l'article L 121.7 du code de l'urbanisme, que les services de la direction départementale de l'équipement soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de révision du PLU et de charger un cabinet d'urbanisme de la réalisation des études nécessaires à la révision du PLU.

5 - de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant, ou convention de prestation ou de service nécessaires à l'élaboration de la révision du PLU.

6 - de solliciter de l'Etat, conformément au décret 83-1122 du 22 décembre 1983, qu'une dotation (D.G.D en Urbanisme) soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels (et d'études) nécessaires à la révision du PLU.

7- dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, sont (seront) inscrits au budget de l'exercice considéré (chapitre article).

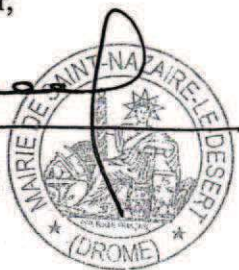
Conformément à l'article L 123.6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera transmise au préfet, et notifiée :

- aux présidents du conseil régional et du conseil général ;
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de la chambre de l'agriculture ;

Conformément aux articles R 123.24 et R 123.25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré ce jour,
Le Maire,

Daniel FERNANDEZ



**SAINT-NAZAIRE-LE-DÉSERT (26340) – PLU
CONSEIL MUNICIPAL DU 13 JUIN 2016
DÉBAT SUR LE PADD (PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE
DÉVELOPPEMENT DURABLES)****COMPTE RENDU DU DÉBAT SUR LE PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE
DÉVELOPPEMENT DURABLES**

M. BELLI-RIZ, urbaniste chargé de la révision du POS en PLU, rappelle les éléments de cadrage du Plan local d'urbanisme. Il présente le document du PADD voir document de présentation). Ce document d'orientation est la référence pour élaborer le PLU, les dispositions réglementaires qui seront retenues ensuite doivent traduire les objectifs énoncés dans le PADD. Le PADD servira également de base de vérification et de suivi de l'application du PLU.

Le projet de PADD a été présenté aux PPA (personnes publiques associées) lors d'une réunion le 18 mai 2016. La discussion avec les PPA a amené des explications et des précisions quant aux justifications de certaines orientations. Elle a aussi amené à corriger ou compléter légèrement certains points ; les orientations fondamentales n'ont pas été mises en cause par les PPA.

DÉBAT MUNICIPAL SUR LE PADD**Point 1/ Démographie et habitat**

Question : est-il possible dans le cadre réglementaire du PLU de réserver un potentiel foncier ou immobilier à l'habitat permanent ?

Réponse : sur le plan strictement réglementaire, c'est difficile voire illégal ; en revanche, on sait que tel ou tel type de logements répondra à tel ou tel type de demande. La demande touristique porte sur des terrains relativement isolés, ou bien sur l'habitat ancien. De fait, des terrains en lotissement intéresseront probablement plus des habitants permanents.

En théorie, le PLU pourrait définir des programmes de logements aidés par l'État, en location comme en accession sociale à la propriété ; ce type de disposition réglementaire n'est cependant pas adapté à la commune, même s'il n'est pas exclu de réaliser des programmes de ce type.

S'il y a un lotissement communal, la commune peut aussi choisir le rythme auquel elle vendra les terrains, selon la demande.

NB : à la demande des PPA, le PADD devra aussi préciser ses objectifs de développement en pourcentages.

Point 2/ Orientations générales d'aménagement et d'urbanisme

Question : y a-t-il d'autres secteurs de développement que ceux proposés, sur des terrains déjà équipés ?

Réponse : les conditions de la loi Montagne limitent fortement les possibilités de construction au coup par coup, l'espacement entre les constructions existantes est déjà souvent trop large. Le secteur du vallon de la Lance, alors qu'il est déjà équipé et partiellement urbanisé, nécessite déjà

une « étude de discontinuité » pour être classé en zone urbaine et autoriser un développement même limité ; et il faut justifier aussi d'un intérêt public, pas seulement des intérêts privés. Autour du village, à part le haut du village, les constructions en périphérie sont trop éloignées les unes des autres pour garantir la « continuité » de l'urbanisation. Et le raccordement potentiel au nouveau réseau d'assainissement collectif est nécessaire pour classer des terrains en zone urbaine.

Question : d'autres secteurs de développement potentiel ont-ils été étudiés ?

Réponse : oui, le secteur de Chessel et Closeaux, par exemple, qui est classé en zone NB au POS, a fait l'objet d'études relativement précises. Mais les équipements nécessaires coûteraient trop cher, ou alors il faudrait une densité qui ne correspond pas au marché immobilier local. D'autres secteurs sont aussi techniquement impossibles ou trop coûteux à équiper.

Question : quelles sont les possibilités de développement pour les maisons existantes isolées ?

Réponse : les habitations existantes isolées en zone agricole ou naturelle auront droit à des extensions limitées, à préciser dans le règlement. Pas de nouvelle habitation possible en construction neuve dans ce cas.

3/ Activités économiques

Question : quelles sont les possibilités de développement touristique dans le cadre du PLU ?

Réponse : les projets de développement touristiques envisageables actuellement sont modestes et plutôt liés à l'activité agricole, comme activité complémentaire. Cependant, dès qu'il faut construire de nouveaux locaux pour un usage touristique, la complémentarité avec l'agriculture n'est pas suffisante. Il faut créer des STECAL (secteurs de taille et de capacité limitée), sur la base de projets relativement précis, pour les soumettre à l'avis conforme de la CDPENAF (Commission départementale de la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers). Il y a actuellement un projet de ce type qui fera l'objet d'un STECAL dans le PLU.

Si d'autres projets apparaissent plus tard, après l'approbation du PLU, ils pourront faire l'objet d'une modification du PLU, procédure relativement légère et rapide.

Quels types d'activités artisanales peuvent être prévus dans les secteurs réservés dans le PLU ?

Réponse : le PADD peut se traduire par la création de locaux d'activités réalisés par la commune et qui seraient mis en location ; il y a actuellement de la demande pour cela. D'autres terrains pourraient être mis à la disposition d'artisans qui construiraient leurs propres installations.

Point 4/ Environnement, espaces naturels

Pas de question particulière. Les enjeux de protection de milieux naturels remarquables sont très éloignés des secteurs d'habitation et d'activités non agricoles.

Point 5/ Risques naturels

Pas de question particulière. Les risques naturels sont identifiés et l'urbanisation se tient à l'écart de ces risques.

Point 6/ Ressources, infrastructures et réseaux

Pas de question particulière. La réalisation du réseau d'assainissement collectif dans le village est en cours d'achèvement,

La commune devrait bénéficier assez rapidement (en 2017) du l'accès à internet par le câble.

Point 7/ Transports et déplacements

Pas de question particulière. La commune dispose déjà d'un réseau de petites rues pour les piétons, et la capacité des parkings publics couvre les besoins actuels et futurs.

Point 8/ Équipements publics

Pas de remarques particulières. La commune dispose de quelques terrains qui lui appartiennent. Le cimetière aura besoin d'une extension. Pour son projet de centre communal d'activités économiques (dans le vallon de la Lance, il serait utile de prévoir un emplacement réservé.

Point 9/ Paysages et patrimoine

Question : quelles sont les règles d'urbanisme qui peuvent garantir un « beau village » ?

Réponse : ce sont des règles classiques, qui existent parfois déjà dans le règlement du POS, que l'on peut améliorer : règles d'implantation, de hauteur maximale des constructions, d'aspect extérieur des constructions, etc.

Point 10/ Modération de la consommation d'espace

Question : que signifie la notion de terrain « utile » ?

Réponse : on peut déduire les terrains en forte pente, inaccessibles, en zones de risques, en zones humides... bref, toutes les surfaces qui ne sont pas réellement constructibles dans une zone urbaine ou à urbaniser, du calcul de la densité. Par exemple, le secteur du haut du village comporte des terrains en forte pente qui ne sont pas réellement constructibles et qui sont donc pas comptés dans la consommation d'espace.

Question : quelle sera la compatibilité du nouveau PLU avec un futur SCOT (Schéma de cohérence territoriale) ?

Réponse : la Communauté de communes du Diois envisage un SCOT sur son territoire ; mais cela demandera du temps. Le projet de SCOT prendra en compte les PLU existants et examinera les équilibres nécessaires à l'échelle de l'ensemble du territoire. Compte tenu du rôle particulier que joue Saint-Nazaire-le-Désert dans la vallée de la Roanne, le PLU devrait rester compatible avec le futur SCOT, et son application sur 10 ans voire davantage ne pose pas de problème particulier.

REPUBLICQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DROME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAINT NAZAIRE LE DESERT

Séance du 28 juillet 2017

L'an deux mil dix-sept et le vingt-huit juillet, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Daniel FERNANDEZ, Maire.
Date de convocation : 24/07/2017

PRESENTS : Messieurs Daniel FERNANDEZ, Claude LAUDET, Georges BONNARD, Gérard BERTRAND, Gérard BLAIN, René BORNE, Mesdames Isabelle FREYSS, Martine MEGE.

Absents excusés : Isabelle MAGNAN, Marie-Hélène RAVAUTE, Nicole UGHETTO.

Madame Isabelle FREYSS a été nommée secrétaire de séance.

OBJET : TRANSFERT DE COMPETENCE PLANIFICATION –

Considérant le transfert de la compétence planification à la CC Diois depuis le 28 mars 2017 conformément aux dispositions de la loi Alur du fait de la non opposition des conseils municipaux suite au travail de concertation et d'échange sur le transfert de cette compétence.

Considérant que la commune a entrepris l'élaboration d'un PLU par délibération du conseil municipal du 20/09/2010 portant prescription pour l'élaboration du document communal antérieurement au transfert de compétence.

Vu l'article L153-9 I du CU, qui dispose « l'établissement public de coopération intercommunale mentionné au 1° de l'article L. 153-8 peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Lorsque la procédure a été engagée par une commune, l'accord de celle-ci est requis.

Vu l'article L 5211-17 du CGCT qui dispose dans son dernier alinéa que lors des transferts de compétences « Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La commune qui transfère la compétence informe les cocontractants de cette substitution.

Considérant qu'il est nécessaire que le conseil municipal délibère pour autoriser la CC Diois à poursuivre de la démarche de planification de la commune sur le plan réglementaire.

Le conseil municipal après en avoir délibéré

- ☐ Autorise la CC Diois à poursuivre le travail d'élaboration du document d'urbanisme communal

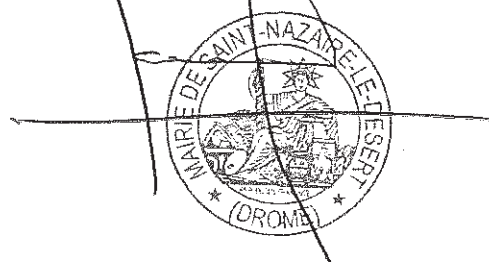
- Dit que le marché a été approuvé par délibération du 06/11/2012 avec le BE Pierre BELLI-RIZ pour un montant de 30 150,00 € HT tranche ferme.
- Dit que la situation au regard du marché en cours est la suivante :
 - Montant de 17 430,00 € HT acquitté au 30 juin 2017
 - Montant de 12 720,00 € HT restant à acquitter jusqu'à la fin de la prestation
- Dit que l'interruption de la démarche pourra être sollicitée à tout moment par délibération du conseil municipal et sera notifiée au Président de la CC Diois pour suite à donner
- DIT que les modalités de la coopération pour assurer la fin du document seront les suivants :
 - La commune assure les tâches suivantes :
 - Copilotage de la démarche, gestion du planning, co-organisation des réunions, envoi des invitations, réponses aux demandes des particuliers....
 - Information du bureau d'étude du transfert de la compétence et du marché
 - Validation préalable des contenus du document d'urbanisme communal avant validation officielle/règlementaire par le CC Diois
 - La CC Diois assure les tâches suivantes
 - Collabore aux tâches dévolues à la commune
 - Prend et signe tous les actes officiels en accord avec la commune : invitation aux réunions des personnes publiques associées, arrêtés et délibérations, notifications et publicité, affichage ...
 - Assure le passage dans les instances communautaires pour approbation du document de planification
- Dit que les dépenses relatives à la démarche de planification communale (en cours du marché, avenants et enquête publique – conséquences financières de la demande d'arrêt de la démarche du conseil municipal) seront à charge de la commune et seront gérées dans le cadre de l'attribution de compensation communale liée à la FPU.
- Charge le Maire de l'exécution de la présente délibération

ADOpte A L'UNANIMITE

Fait et délibéré ce jour, Le Maire,

Daniel FERNANDEZ

Nombre de membres en exercice	11
Nombre de membres présents	8
Nombre de suffrages exprimés	8



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DROME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAINT NAZAIRE LE DESERT

Séance du 15 avril 2019

L'an deux mil dix-neuf et le quinze avril 2019, à vingt heures minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Daniel FERNANDEZ, Maire.

Date de convocation : 05/04/2019

PRESENTS : Messieurs Daniel FERNANDEZ, Georges BONNARD, Gérard BERTRAND, Gérard BLAIN, Claude LAUDET, Mesdames Marie-Hélène RAVAUTE, Isabelle MAGNAN, Nicole UGHETTO, René BORNE.

Excusée : Martine MEGE (pouvoir Claude Laudet)

Madame Nicole UGHETTO a été nommée secrétaire de séance.

n° 2019/017

OBJET : AVIS ET DEMANDE D'ARRET DU PLU -

Considérant le transfert de la compétence planification à la CC Diois depuis le 28 mars 2017 conformément aux dispositions de la loi Alur du fait de la non opposition des conseils municipaux suite au travail de concertation et d'échange sur le transfert de cette compétence,

Considérant la délibération du conseil municipal du 28 juillet 2017 sollicitant la poursuite de l'élaboration du PLU de ST Nazaire le Désert,

Considérant la délibération du conseil de communauté approuvant les modalités de collaboration pour la poursuite, modification ou révision des documents d'urbanisme communaux

Vu le travail de la commune sur le PLU de St Nazaire le Désert,

VU la synthèse du PLU transmise aux conseillers municipaux,

Le conseil municipal après en avoir délibéré :

- DECIDE d'émettre un avis positif sur le document de PLU,
- DEMANDE au Président de la Communauté des Communes de tirer le bilan de la concertation sur la base des éléments transmis par la commune et d'arrêter le PLU de la commune de Saint Nazaire le Désert,
- CHARGE Monsieur le Maire de l'exécution et de la notification de la présente délibération.

Fait et délibéré ce jour, Le Maire,
Daniel FERNANDEZ

Nombre de membres en exercice	10
Nombre de membres présents	9
Nombre de suffrages exprimés	9
Abstentions	1





aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an **deux mille dix-neuf**, le seize mai à 17h30, le Conseil Communautaire de la Communauté des Communes du Diois (Drôme) dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à Recoubieu-Jansac, sous la Présidence de Monsieur Alain Matheron, Président.

Date de la convocation du Conseil : 30/04/2019

<p>Nombre de conseillers en Exercice : 75 Présents : 49 Votants : 55</p>	<p>PRESENTS : ANCIEN Canton de Luc-en-Diois : MM. BOEYAERT (AUCELON) ; PHILIPPE (BARNAVE) ; BLAS (BEAUMON EN DIOIS) ; RUSSIER (BEAURIERES) ; LAGIER (LESCHES EN DIOIS) ; DE GEORGIO ; EGLAINE, SAUVAN (LUC EN DIOIS) ; GUILHIOT (MISCON) ; LECLERCQ (MONTLAUR EN DIOIS) ; ROUIT, JEANJEAN (RECOUBEAU-JANSAC) ; ARAMBURU, LEDONNE (VALDROME) ; ASTIER, GRANJUX (VAL MARAVEL). ANCIEN Canton de Die : MM. BORTOLINI (CHAMALOC) ; BECHET ; GIRY, GUILLAUME, LEEUWENBERG, LLORET, MOUCHERON, PERRIER, TREMOLET (DIE) ; EYMARD, SELLIER (MARNIGNAC) ; GERY (MONTMAUR-EN-DIOIS) ; ROLLAND (PONET ST AUBAN) ; VINAY (PONTAIX) ; ALLEMAND (SOLAURE) ; COLAO (SAINTE CROIX) ; VINCENT (ST JULIEN EN QUINT). GUILLEMINOT (VACHERES EN QUINT). ANCIEN Canton de la Motte Chalancon : MM. LUQUET (BELLEGARDE-EN-DIOIS) ; GARAGNON (ST DIZIER EN DIOIS) ; FERNANDEZ (SAINT NAZAIRE-LE-DESERT). ANCIEN Canton de Chatillon-en-Diois : TOURRENG (BOULC) ; PUECH, VANONI, ROISEUX (CHATILLON) ; MAZALAIGUE (GLANDAGE) ; MATHERON (LUS LA CROIX HAUTE) ; REY (MENGLON). POUVOIRS : MM YALOPOULOS à ROISEUX ; GONCALVES à BECHET ; ROUX à GUILLAUME ; VIRAT à TREMOLET. EXCUSES : MM CARRAU ; COMBEL ; CHEVROT ; CORRIOL ; GONCLAVES ; ICHE ; LACOUTIERE ; MOLLARD ; ROUX ; VIRAT ; YALOPOULOS. EGALEMENT PRESENTS : MM ALLEMAND, BOUFFIER, COSTE, FORTIN.</p>
--	---

C190516-06

Objet : Planification : PLU de la Commune de St Nazaire le Désert : Bilan de la concertation et arrêt du PLU

Le Vice-président en charge de la Planification (Olivier Tourreng) expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5215-20 ;
 Vu le Code de l'urbanisme en vigueur et notamment ses articles L.153-9, L151-1 et suivants, L. 153-14 et suivants, L. 103-2 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
 Vu le Code de l'urbanisme et notamment les dispositions du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 et la possibilité de choisir jusqu'à l'arrêt du projet les dispositions afin d'appliquer les nouveaux articles R. 151-1 à R. 151-55 du code de l'urbanisme ;
 Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint Nazaire le Désert en date du 20 septembre 2010 ayant prescrit la révision d'un plan local d'urbanisme qui définit ses objectifs et modalités de concertation ;
 Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint Nazaire le Désert en date du 13 juin 2016 portant débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ;
 Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint Nazaire le Désert en date du 28 juillet 2017 donnant son accord pour la poursuite et l'achèvement par la Communauté des Communes du Diois de la procédure de révision du PLU ;
 Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du 31 janvier 2019 au titre de la dérogation d'ouverture à l'urbanisation en discontinuité (article L122-5 du code de l'urbanisme) et au titre du STECAL n°1 : Ferme Bompard et le STECAL n°2 : Ferme Clamenier (article L122-7 du code de l'urbanisme) ;
 Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint Nazaire le Désert en date du 15 avril 2019 émettant un avis positif sur le document de PLU et demandant au Président de la Communauté des Communes de tirer le bilan de la concertation sur la base des éléments transmis par la commune et d'arrêter le PLU de la commune de Saint Nazaire le Désert ;

REÇU EN PREFECTURE

Le 27/05/2019

Application agréée E-leqat.com

99_DE-026-242600534-20190527-C190516_06-fr



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

Le Conseil Communautaire est appelé à délibérer pour retenir l'option sur les nouvelles dispositions d'urbanisme, tirer le bilan de concertation et arrêter le projet de PLU ;

Cette concertation a revêtu la forme suivante :

1 - Bilan de la concertation

La concertation s'est tenue de manière continue durant toute l'élaboration du projet de plan local d'urbanisme. La délibération de prescription du PLU par le conseil municipal du 20 septembre 2010 a prévu les modalités de concertation publique suivantes : articles de presse, réunions avec le public, affichage dans les lieux publics, dossier mis à disposition et permanences. Les modalités de concertation prévues dans la délibération prescrivant la révision ont été respectées.

Les documents élaborés au cours de la procédure ainsi qu'un registre permettant au public de s'exprimer ont été mis à la disposition du public en mairie. Aucune remarque n'a pas été portée sur ces registres. Toutefois des demandes ont été formulées par oral auprès des élus à l'occasion de passages en mairie. Ces demandes ont été évoquées lors des réunions de travail techniques mais également réabordées lors des réunions publiques par les habitants concernés.

La commune a reçu 2 courriers de particuliers relatifs au classement de leur propriété. Ces demandes ont été étudiées dans le cadre de l'élaboration du projet de PLU.

Les réunions publiques ont fait l'objet d'une information dans la presse.

Une première réunion publique s'est tenue le 1^{er} février 2014, avec pour objet de présenter les premiers éléments du diagnostic, les conditions et les enjeux du PLU. Environ 35 personnes présentes. Questions abordées :

- application de la loi Montagne ;
- calendrier des études et travaux pour l'assainissement ;
- conditions de construction possible dans le vallon de la Lance ;
- possibilité de maintien ou de création de zones à urbaniser

Une deuxième réunion publique s'est tenue le 1^{er} juillet 2016, avec pour objet de présenter les orientations du PADD et les études de secteurs. Environ 40 personnes présentes. Questions abordées :

- évolution de la population
- importance des enjeux touristiques
- application de la loi Montagne (rappel) ; nécessité d'une « étude de discontinuité » pour le secteur du vallon de la Lance
- consommation d'espace par l'habitat : particularités de la commune
- objectifs de modération de consommation d'espace : nécessité d'accorder ces objectifs avec la réalité particulière de la commune
- haut du village : nécessité et difficulté d'une opération groupée (lotissement)
- autres secteurs d'extension possibles ? Autres secteurs étudiés, mais nécessité d'initiative collective et difficulté de réaliser les aménagements nécessaires
- types de projets touristiques possibles ? Nécessité de STECAL (secteurs de taille et de capacité d'accueil limité) pour les projets isolés

ARMAYON
AUCOLON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT EN DIOIS
BEAURIÈRES
BELLEGARDE EN DIOIS
BOULC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENES
CHATHILLON-EN-DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUAMANE
JONCHÈRES
LA BARE DES FONTS
LA ZOTTIE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRÉS
LESCHES EN DIOIS
LUC-EN-DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARIGNAC
MENGLON
MISCON
MONTLAUR EN DIOIS
MONTMAUR EN DIOIS
PENNES LE SEC
POMET- ST AUBAN
PORTAIX
POYOLS
PRADELLE
RECOURBEAU-JANSAC
ROCHEFOURCHAT
ROMEYER
ROTIER
SAINT-ROMAN
SOLAURE-EN-DIOIS
ST ANTOINE EN QUINT
ST DIZIER-EN-DIOIS
ST JULIEN EN QUINT
ST HAZAIRE LE DESERT
STE CROIX
TRESCHERU-CREYERS
VACHERES EN QUINT
VAL MARAVEL
VALDROME
VOLVERET

REÇU EN PREFECTURE

Le 27/05/2019

Application agréée L'Espresso.com

99_DE-026-2426.00534-20190527-C190516_06-fr



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

Une troisième réunion publique s'est tenue le 4 novembre 2016, avec pour objet de présenter le projet du PLU. Environ 40 personnes présentes. Questions abordées :

- possibilité de classement en zone U de certains terrains ? Rappel des contraintes de la loi Montagne
- possibilités de dérogation à la loi Montagne ? Rappel des conditions précises, « étude de discontinuité » déjà prévue pour le vallon de la Lance et STECAL (secteur de taille et de capacité d'accueil limitée)
- possibilités d'assainissement individuel dans le vallon de la Lance ? Oui
- règles d'architecture ? Peu d'évolution de fond par rapport au POS

La réunion publique du 8 mars 2019 avait pour objet de présenter le projet actualisé suite à l'avis de la CDNPS du 31 janvier 2019 en présentant le zonage, les OAP et les 2 STECAL constitutifs du projet de PLU à arrêter. Il y avait une trentaine de participants.

2 – Conclusion

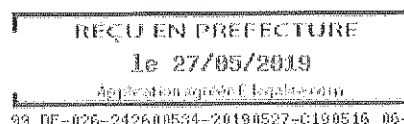
Compte tenu de la longue durée des études du PLU, plusieurs réunions publiques ont été ajoutées à celles qui avaient été prévues initialement.

Dans l'ensemble, la concertation publique, à travers les différentes réunions publiques, montre la difficulté à comprendre et à accepter les contraintes complexes d'application de la loi Montagne pour le PLU, alors que ces conditions d'application ont été plus souples dans le cadre du POS et de l'instruction des demandes particulières de permis de construire.

Elle montre également la difficulté d'envisager à Saint-Nazaire-le-Désert des opérations d'aménagement qui supposent des investissements importants. De plus, les critères d'économie d'espace ne peuvent pas y être les mêmes que dans d'autres secteurs ou communes.

Le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Nazaire le Désert présenté ce jour constitue l'aboutissement du travail de traduction réglementaire des objectifs définis dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), à partir des enjeux dégagés dans le diagnostic initial et des objectifs poursuivis ; tout en prenant en compte les remarques émises lors de la concertation publique. Il est constitué de différents documents : rapport de présentation, PADD, OAP, règlement conformément au souhait de la commune, documents graphiques, annexes,...

ARTAYON
AUCELON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT EN DIOIS
BEAURIÈRES
BELLEGARDE EN DIOIS
BOULC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENS
CHAILLON-EN-DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUAMANE
JONCHÈRES
LA BARRIE DES FONTS
LA-MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRÉS
LESCHES EN DIOIS
LUC-EN-DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARGNAC
MENGION
MISCON
MONTLAUR EN DIOIS
MONTMAUR EN DIOIS
PÉNNES LE SEC
PONNET- ST AUBAN
PONTAIX
POYOLS
PRADÈLLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHEFOURCHAT
ROMÉYER
ROTHIER
SAINT-ROMAN
SOLAURE-EN-DIOIS
ST ANGEOL EN QUIN
ST DIZIER-EN-DIOIS
ST JULIEN EN QUIN
ST NAZAIRE LE DESERT
SIE CROIX
TRESCHENU-CREYERS
VACHERES EN QUIN
VAL MARAVEL
VALDROME
VOLVENT





aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité:

- décide d'exercer le droit d'option pour intégrer le contenu modernisé des plans locaux d'urbanisme pour toutes les procédures d'élaboration ou révision générales initiées avant le 1er janvier 2016 ;
- décide de considérer comme favorable le bilan de la concertation présenté ;
- arrête le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Saint Nazaire le désert tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- décide de soumettre pour avis le projet de PLU :
 - aux personnes publiques associées définies aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme
 - à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers au regard des articles L151-12, L151-13, L153-16 du code de l'urbanisme,
 - sollicite l'accord de l'autorité compétente de l'Etat après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers au titre de l'article L142-5 du code de l'urbanisme ;
- indique que le dossier du plan local d'urbanisme sera ensuite soumis à une enquête publique conformément à l'article L153-9 du code de l'urbanisme ;
- autorise M. le Président à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- indique que conformément à l'article R.153-3 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera, l'objet d'un affichage en Mairie de Saint Nazaire le Désert et à la Communauté des Communes du Diois durant un mois ;
- charge le Président des formalités nécessaires à l'application de cette délibération.

ARNAYON
AUCELON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT EN DIOIS
BEAURIERES
BELLEGARDE EN DIOIS
BOUC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENS
CHATELON-EN-DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUMIANE
JONCHERES
LA BATHIE DES FONTES
LA-MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHES EN DIOIS
LUC-EN-DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARGNAC
MENGLON
MUSCON
MONTAUR EN DIOIS
MONTAUR EN DIOIS
PECHES LE SEC
PONET- ST AUBAN
POINTE
POYOLS
PRADELLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHEFOURCHAT
ROMEYER
ROTTIER
SAINT-ROMAN
SOLAIRE-EN-DIOIS
ST ANDEOL EN QUINT
ST OMER-EN-DIOIS
ST JULIEN EN QUINT
ST NAZAIRE LE DESERT
STE CROIX
TRESCHENU-CREYERS
VACHERES EN QUINT
VAL MARAYEL
VALDROME
VOLVEN

Suivent les signatures,
Pour expédition conforme,
Le Président,
Alain Matheron


Communauté des Communes du Diois

Publié le : 27 MAI 2019

REÇU EN PREFECTURE
le 27/05/2019
Appréciation: 00534-20190527-C190516_06-
99_DE-028-242600534-20190527-C190516_06-
fr



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an **deux mille vingt**, le treize février à 17h30, le Conseil Communautaire de la Communauté des Communes du Diois (Drôme) dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à Recoubau-Jansac, sous la Présidence de Monsieur Alain Matheron, Président.

Date de la convocation du Conseil : 05/02/2020

<p>Nombre de conseillers en Exercice : 75 Présents : 49 Votants : 49</p>	<p>ANCIEN Canton de Luc-en-Diois : MM. BOEYAERT (AUCELON) ; PHILIPPE (BARNAVE) ; FAUCHIER (BEAUMONT EN DIOIS) ; RUSSUER (BEAURIERES) ; VILLET (CHARENS) ; FONTAINE (JONCHERES) ; CHEVROT (LA BATIE DES FONTS) ; LAGIER (LESCHES EN DIOIS) ; EGLAINE (LUC EN DIOIS) ; GUILHOT (MISCON) ; LECLERCQ (MONTLAUR EN DIOIS) ; CHAUDET (POYOLS) ; ROUIT, JEANJEAN (RECOUBEAU-JANSAC) ; ARAMBURU (VALDROME) ; ASTIER, GRANJUX (VAL MARAVEL).</p> <p>ANCIEN Canton de Die : MM. CARRAU (BARSAC) ; BORTOLINI (CHAMALOC) ; BECHET, GUENO, GUILLAUME, LEUWENBERG, LLORET, MOUCHERON, ORAND, TREMOLET, VIRAT (DIE) ; EYMARD, SELLIER (MARNIGNAC) ; GERY (MONTMAUR EN DIOIS) ; ROLLAND, (PONET ST AUBAN) ; LACOUTIERE (ROMEYER) ; ALLEMAND, MOLLARD (SOLAURE-EN-DIOIS) ; BAYART (ST ANDEOL EN QUINT) ; MONGE, COLAO (SAINTE CROIX) ; VINCENT (ST JULIEN EN QUINT) ; GUILLEMINOT (VACHERES EN QUINT).</p> <p>ANCIEN Canton de la Motte Chalancon : MM. LUQUET (BELLEGARDE) ; ANGIBAUD (ESTABLET) ; GARAGNON (ST DIZIER EN DIOIS) ; FERNANDEZ (ST NAZAIRE LE DESERT).</p> <p>ANCIEN Canton de Chatillon-en-Diois : MM. TOURRENG (BOULC) ; PUECH, VANONI ? ROISEUX (CHATILLON) ; MAZALAIGUE (GLANDAGE) ; MATHERON, BONNIOT (LUS LA CROIX HAUTE) ; REY (MENGLON).</p> <p>POUVOIRS :</p> <p>EXCUSES : MM. ICHE, BUIS, CHARMET, DE WITASSE-THEZY.</p> <p>EGALEMENT PRESENTS : MM. ALLEMAND, BOUFFIER, COSTE, FORTIN.</p>
--	--

C200213-02

Objet : Approbation du PLU de St Nazaire le Désert

Le Président en charge de la planification (Alain Matheron) expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2121-29 ;
Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L123-1 à L123-19 et R123-1 et R123-33 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L151-1 et suivants, R151-1 et suivants, L153-1 et suivants et R153-1 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Municipal de Saint Nazaire le Désert du 20 septembre 2010 prescrivant la révision d'un plan local d'urbanisme et fixant les modalités de la concertation ;
Vu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable ayant eu lieu au sein du Conseil Municipal de Saint Nazaire le Désert le 13 juin 2016 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal de Saint Nazaire le Désert du 28 juillet 2017 donnant son accord pour la poursuite et l'achèvement de la procédure de révision du PLU par la Communauté des Communes du Diois ;
Vu la délibération du Conseil communautaire n° C180517-02 du 17 mai 2018 arrêtant les modalités de collaboration entre la CCD et les communes membres pour la finalisation, modification, révision ou mise en compatibilité des documents communaux PLU ou cartes communales ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire n° C190516-06 du 16 mai 2019 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme ;
Vu les avis des personnes publiques associées consultées sur le dossier d'arrêt au mois de juin 2019 ;
Vu la décision de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers en date du 25 juillet 2019 ;
Vu la décision de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites en date du 31 janvier 2019 ;
Vu l'arrêté préfectoral n°26-2019-10-21-001 du 21 octobre 2019 autorisant la Communauté des Communes du Diois à ouvrir à l'urbanisation les orientations d'aménagement et de programmation prévues au dossier ;
Vu la décision tacite de l'Autorité environnementale ;
Vu l'arrêté n°2019-92 du Président de la Communauté des Communes du Diois en date du 23 septembre 2019 soumettant le projet de Plan Local d'Urbanisme à l'enquête publique ;

REÇU EN PREFECTURE

Le 26/02/2020

Application spéciale E-legalite.com

39_DE-026-242600534-20200226-C200213_02-fr

ARNAYON
AUCELON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT EN DIOIS
BEAURIERES
BELLEGARDE EN DIOIS
BOULC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENS
CHATILLON-EN-DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUIMANE
JONCHERES
LA BATIE DES FONTS
LA MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHES EN DIOIS
LUC-EN-DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARIGNAC
MENGLON
MISCON
MONTLAUR EN DIOIS
MONTMAUR EN DIOIS
PENNES LE SEC
PONET- ST AUBAN
PONTAIX
POYOLS
PRADELLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHEFOURCHAT
ROMEYER
ROTIER
SAINT-ROMAN
SOLAURE-EN-DIOIS
ST ANDEOL EN QUINT
ST DIZIER EN DIOIS
ST JULIEN EN QUINT
ST NAZAIRE LE DESERT
SIE CROIX
TRESCHENU-CREYERS
VACHERES EN QUINT
VAL MARAVEL
VALDROME
VOLVENT



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

Vu l'enquête publique qui s'est tenue du 21 octobre 2019 au 21 novembre 2019 ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 6 janvier 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Saint Nazaire le désert du 7 février 2020 émettant un avis favorable à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint Nazaire le Désert ;

Considérant que les réserves des personnes publiques associées ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de plan local d'urbanisme et qu'il convient de modifier le projet pour prendre en compte les demandes qui ont un caractère règlementaire au titre du code de l'urbanisme ;

Considérant que les réserves de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites émises au titre de la dérogation d'ouverture à l'urbanisation en discontinuité ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de plan local d'urbanisme et qu'il convient de modifier le projet pour prendre en compte les demandes qui ont un caractère règlementaire au titre du code de l'urbanisme ;

Considérant que les réserves de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers émises au titre de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers, au titre des STECAL et au titre du règlement relatif aux extensions et annexes des zones A et N ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de plan local d'urbanisme et qu'il convient de modifier le projet pour les prendre en compte ;

Considérant que la réserve et la recommandation du commissaire enquêteur ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de plan local d'urbanisme et qu'il convient de modifier le projet pour les prendre en compte ;

Il est ainsi proposé au conseil communautaire de bien vouloir approuver le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Nazaire le Désert modifié tel que présenté.

ARNAYON
AUCLON
BARTHAVE
BARSAC
BEAUMONT EN DIOIS
BEAURIERES
BELLEGARDE EN DIOIS
BOULC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENS
CHATILLON-EN-DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUMIANE
JONCHERES
LA BATHIE DES FONTS
LA MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHE EN DIOIS
LUC-EN-DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARIGNAC
MENGLON
MISCON
MONTLAUR EN DIOIS
MONTMAUR EN DIOIS
PENNES LE SEC
PONET- ST AUBAN
PONTAIX
POYOLS
PRADELLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHEFOURCHAT
ROMEYER
ROTTIER
SAINT-ROMAN
SOLAURE-EN-DIOIS
ST ANDEOL EN QUINT
ST DIZIER-EN-DIOIS
ST JULIEN EN QUINT
ST NAZAIRE LE DESERT
STE CROIX
TRESCHENU-CREYERS
VACHERES EN QUINT
VAL MARAVEL
VALDROME
VOLVENT

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

décide d'approuver le Plan Local d'Urbanisme modifié suite aux observations des PPA et du Commissaire Enquêteur de la Commune de Saint Nazaire le Désert telle qu'il est annexée à la présente délibération ;

dit que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage, pendant un mois, au siège de la Communauté des Communes du Diois et en Mairie de St Nazaire le Désert et d'une mention dans un journal local diffusé dans le Département, ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales.

dit que le Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public en mairie de Saint Nazaire le Désert, à la Communauté des Communes du Diois et sera versé au Géoportail de l'urbanisme.

dit que la présente délibération sera exécutoire :

- dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter ou, dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications
- après l'accomplissement des mesures de publicités précitées.

charge le Président des formalités nécessaires à l'application de cette délibération.



Communauté des Communes du Diois

Suivent les signatures,
Pour expédition conforme,
Le Président,
Alain Matheron

Publié le : 26 F.V. 2020

REÇU EN PREFECTURE

Le 26/02/2020

Application approuvée Egaliteo.com

99_DE-026-242600534-20200226-C200213_02-fr



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an **deux mille vingt**, le treize février à 17h30, le Conseil Communautaire de la Communauté des Communes du Diois (Drôme) dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à Recoubieu-Jansac, sous la Présidence de Monsieur Alain Matheron, Président.

Date de la convocation du Conseil : 05/02/2020

<p>Nombre de conseillers en Exercice : 75 Présents : 49 Votants : 49</p>	<p>ANCIEN Canton de Luc-en-Diois : MM. BOEYAERT (AUCELON) ; PHILIPPE (BARNAVE) ; FAUCHIER (BEAUMONT EN DIOIS) ; RUSSUER (BEAURIERES) ; VILLET (CHARENS) ; FONTAINE (JONCHERES) ; CHEVROT (LA BATIE DES FONTS) ; LAGIER (LESCHES EN DIOIS) ; EGLAINE (LUC EN DIOIS) ; GUILHOT (MISCON) ; LECLERCQ (MONTLAUR EN DIOIS) ; CHAUDET (POYOLS) ; ROUIT, JEANJEAN (RECOUBEAU-JANSAC) ; ARAMBURU (VALDROME) ; ASTIER, GRANJUX (VAL MARAVEL).</p> <p>ANCIEN Canton de Die : MM. CARRAU (BARSAC) ; BORTOLINI (CHAMALOC) ; BECHET, GUENO, GUILLAUME, LEUWENBERG, LLORET, MOUCHERON, ORAND, TREMOLET, VIRAT (DIE) ; EYMARD, SELLIER (MARNIGNAC) ; GERY (MONTMAUR EN DIOIS) ; ROLLAND, (PONET ST AUBAN) ; LACOUTIERE (ROMEYER) ; ALLEMAND, MOLLARD (SOLAURE-EN-DIOIS) ; BAYART (ST ANDEOL EN QUINT) ; MONGE, COLAO (SAINTE CROIX) ; VINCENT (ST JULIEN EN QUINT) ; GUILLEMINOT (VACHERES EN QUINT).</p> <p>ANCIEN Canton de la Motte Chalancon : MM. LUQUET (BELLEGARDE) ; ANGIBAUD (ESTABLET) ; GARAGNON (ST DIZIER EN DIOIS) ; FERNANDEZ (ST NAZAIRE LE DESERT).</p> <p>ANCIEN Canton de Chatillon-en-Diois : MM. TOURENG (BOULC) ; PUECH, VANONI ? ROISEUX (CHATILLON) ; MAZALAIGUE (GLANDAGE) ; MATHERON, BONNIOT (LUS LA CROIX HAUTE) ; REY (MENGLON).</p> <p>POUVOIRS :</p> <p>EXCUSES : MM. ICHE, BUIS, CHARMET, DE WITASSE-THEZY.</p> <p>EGALEMENT PRESENTS : MM. ALLEMAND, BOUFFIER, COSTE, FORTIN.</p>
--	---

C200213-05

Objet : Planification : Droit de Prémption Urbain

Le Président (Alain Matheron) expose :

Vu la loi ALUR N° 2014-366 du 24 mars 2014 qui modifie certains éléments de compétences exercés par les EPCI en matière d'urbanisme

Vu les délibérations des communes ayant instituée le DPU avant le transfert de la compétence planification

Vu l'article L 211 – 2 alinéa 2 du code de l'urbanisme qui dispose que l'EPCI compétent en matière d'élaboration des documents d'urbanisme est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain

Considérant que les collectivités peuvent exercer le DPU dans le cadre de l'exercice de leurs compétences générales ou statutaires

Considérant que certaines communes disposant d'un PLU n'avait pas institué le DPU sur les zones U et AU

Vu l'article L 213-3 qui permet au titulaire du DPU de déléguer son droit

Vu l'article L 300 – 1 du code de l'urbanisme

Vu l'Article 321 – 1 du code de l'urbanisme et le Décret constitutif de l'Etablissement public foncier « EPORA » N°98 923 du 14 octobre 1998 modifié

Vu la délibération du 26 septembre 2019 approuvant la convention avec EPORA et déterminant le périmètre de travail.

Considérant que cette convention vise à conduire des action et opérations qui ont pour but d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques en remobilisant le foncier non utilisé, en intervenant le cas échéant également sur les locaux existants pour permettre la densification du secteur et son réaménagement dans une logique d'urbanisme circulaire permettant de proposer une nouvelle offre foncière à vocation économique et la requalification de l'espace public.

Vu l'article L 213 – 2 du code de l'urbanisme et suivants portant gestion des Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) et exercice du DPU

REÇU EN PREFECTURE

Le 26/02/2020

Application agréée E-legal.fr.com

93_DE-026-242600534-20200226-C200213_05_fr

ARNAYON
AUCELON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT EN DIOIS
BEAURIERES
BELLEGARDE EN DIOIS
BOULC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENS
CHATILLON-EN-DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUAMANT
JONCHERES
LA BATIE DES FONTS
LA-MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHES EN DIOIS
LUC-EN-DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARNIGNAC
MENGLON
MISCON
MONTLAUR EN DIOIS
MONTMAUR EN DIOIS
PENNES LE SEC
PONET- ST AUBAN
PONTAIX
POYOLS
PRADELLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHEFOURCHAT
ROMEYER
ROTIER
SAINT-ROMAN
SOLAURE-EN-DIOIS
ST ANDEOL EN QUINT
ST DIZIER-EN-DIOIS
ST JULIEN EN QUINT
ST NAZAIRE LE DESERT
STE CROIX
TRESCHENU-CREYERS
VACHERES EN QUINT
VAL MARAVEL
VALDROME
VOLVENT



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

Vu l'article L 5211-9 du CGCT et notamment son alinéa 8 qui prévoit que le Président de l'EPCI peut, par délégation de son organe délibérant (conseil communautaire), être chargé d'exercer, au nom de l'établissement, le droit de préemption en application du code de l'urbanisme. Il peut déléguer l'exercice de ce droit à l'occasion de l'aliénation d'un bien, dans les conditions que fixent l'organe délibérant de l'établissement.

Considérant l'intérêt que représente l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain afin de pouvoir accompagner les projets de maîtrise foncière supports des actions ou projets d'intérêt général.

Considérant les délais qui s'attachent à l'instruction des DIA, qui courent sur 2 mois à compter de la réception de la demande, le conseil a vocation à déléguer l'exercice du droit de préemption urbain au Président de l'EPCI et peut permettre à celui-ci de déléguer à son tour aux communes pouvant l'exercer dans le cadre de leur attribution mais aussi à EPORA sur le périmètre de la convention d'intervention intervenue.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **décide d'instituer le Droit de Préemption Urbain sur toutes les communes disposant d'un PLU approuvé à savoir CHAMALOC, DIE, LA MOTTE CHALANCON, LUS LA CROIX HAUTE, MARIGNAC, ROMÉYER, ST NAZAIRE LE DESERT, pour les zones U et AU des PLU de ces communes.**
- **décide de maintenir le Droit de Préemption Urbain prévu dans les cartes communales approuvées des communes de BARNAVE, BOULC, Ste CROIX et SOLAURE EN DIOIS (anciennement Aix en Diois).**
- **dit que le document d'urbanisme permettant d'apprécier la localisation des zonages couverts par le DPU sont disponibles sur le géoportail de l'urbanisme conformément à la législation en vigueur.**
- **rappelle que les communes demeurent guichet d'enregistrement des D.I.A et doivent transmettre ces dernières dès réception en commune au Président de la CC Diois.**
- **autorise le Président à déléguer le DPU aux communes par voie d'arrêté à l'occasion de l'aliénation d'un bien dans les zones A et AU des PLU et les zones prévues dans les cartes communales, en vue de permettre aux communes la réalisation d'actions ou d'opérations d'intérêt communal et relevant de la compétence communale sans limite de durée.**
- **demande aux communes de transmettre la Déclaration d'Intention d'Aliéner accompagnée de l'avis du Maire sur l'opportunité pour la commune de procéder ou non à la préemption lorsqu'il s'agit des biens en lien avec les compétences et projets communaux.**
- **autorise le Président à déléguer le DPU à EPORA par arrêté à l'occasion de l'aliénation d'un bien sur la zone d'activités de Cocause sise sur la commune de Die pour le périmètre annexé à la présente et sur la période de validité de 4 ans.**
- **décide de déléguer au Président de la Communauté des Communes l'exercice du DPU dans les zones U et AU des PLU pour des actions ou opérations relevant des compétences statutaires de la Communauté des Communes du Diois.**
- **autorise le Président compte tenu des délais qui s'attachent à l'instruction des D.I.A., lesquels courent sur deux mois à compter de la réception de la demande en Mairie, à déléguer par arrêté cette fonction à un Vice-Président.**
- **dit que la notification de la présente délibération sera notifiée aux personnes mentionnées au R 211-3 du code de l'urbanisme à savoir :**

- Directeur Départemental des finances publiques
- A la chambre départementale des Notaires
- Au barreau du Tribunal de Grande Instance de Valence
- Et au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Valence
- Aux communes citées

ARNAYON
AUCELON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT-EN-DIOIS
BEAURIÈRES
BELLEGARDE-EN-DIOIS
BOULC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENTIS
CHATILLON-EN-DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUMIANE
JONCHÈRES
LA BÂTIE DES FONTS
LA-MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHES-EN-DIOIS
LUC-EN-DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARIGNAC
MENGLON
MISCOIN
MONTLAUR-EN-DIOIS
MONTMAUR-EN-DIOIS
PENNES LE SEC
POMET- ST AUBAN
PONTAIX
POYOLS
PRADÈLLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHÉFOURCHAT
ROMÉYER
ROTHIER
SAINT-ROMAN
SOLAURE-EN-DIOIS
ST ANDÉOL EN QUINT
ST DIZIER-EN-DIOIS
ST JULIEN TH QUINT
ST NAZAIRE LE DESERT
STE CROIX
TRESCHERU-CREYERS
VACHERES EN QUINT
VAL MARAVAL
VALDROME
VOLVENT

REÇU EN PREFECTURE

Le 26/02/2020

Application agréée E-legalite.com



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

- dit que conformément aux articles R 211-2 du code de l'Urbanisme la présente délibération fera l'objet d'un affichage dans les Mairies des Communes concernées par le DPU et au siège de la Communauté des Communes du Diois pendant une durée de 1 mois et que mention sera faite dans deux journaux diffusés dans le Département de la Drôme.
- dit qu'un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert à la Communauté des Communes du Diois et mis à la disposition du public conformément à l'article L 213-13 du code de l'urbanisme.
- charge le Président de l'exécution de la présente délibération.

Suivent les signatures,
Pour expédition conforme,
Le Président,
Alain Matheron

Communauté des Communes du Diois

ARNAYON
AUCELON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT EN DIOIS
BEAURIERES
BELLEGARDE EN DIOIS
BOULC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENS
CHATELON EN DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUMIANE
JONCHERES
LA BATHIE DES FONTS
LA MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHES EN DIOIS
LUC EN DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARIGNAC
MEIGLON
MISCON
MONTLAUR EN DIOIS
MONTMAUR EN DIOIS
PENNES LE SEC
PONTET- ST AUBAN
PONTAIX
POYOLS
PRADELLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHEFOURCHAT
ROMEYER
ROTTIER
SAINT-ROMAN
SOLAURE EN DIOIS
ST ANDEOL EN QUINT
ST DIZIER EN DIOIS
ST JULIEN EN QUINT
ST HAZAIRE LE DESERT
STE CROIX
TRESCHENU-CREYERS
VACHERES EN QUINT
VAL MARAVEL
VALDROME
VOLVENT

Publié le : 26 FEV. 2020

REÇU EN PREFECTURE

Le 26/02/2020

Application agréée E-legaite.com

COMMUNAUTE DES COMMUNES DU DIOIS

**ARRETE n° 6/2021
PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DE LA COMMUNE DE SAINT NAZAIRE LE DESERT**

Le Président de la Communauté des Communes du Diois,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5211-9 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L151-43, R151-51 et suivants, R153-18 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L211-1 et suivants, R211-1 et suivants ;
Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Saint Nazaire le Désert approuvé par délibération C200213-02 de la Communauté des Communes du Diois en date du 13 février 2020 ;
Vu la délibération C200213-05 de la Communauté des Communes du Diois en date du 13 février 2020 instituant un droit de préemption urbain sur la commune ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour les annexes du plan local d'urbanisme de la commune de Saint Nazaire le Désert concernant l'application du droit de préemption urbain, conformément à l'article R153-18 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1 :

Le plan local d'urbanisme de la commune de Saint Nazaire le Désert est mis à jour à la date du présent arrêté par ajout de la pièce suivante aux annexes de ce plan : Droit de préemption urbain (DPU) : ajout de la délibération C200213-05 de la Communauté des Communes du Diois en date du 13 février 2020 instituant un droit de préemption urbain sur la commune avec cartographie du périmètre associé. Le droit de préemption urbain est instauré sur les zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme.

Article 2 :

Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public à la Mairie, dans les locaux de la Communauté des Communes du Diois et en Préfecture.

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché en Mairie et dans les locaux de la Communauté des Communes du Diois durant un mois.

Article 4 :

Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

Fait à DIE, le 18/02/2021

Pour le Président,
le Vice-Président, Olivier TOURRENG



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Reçu en Préfecture le
Affiché le